

Chères et chers camarades,

La grève féministe, voilà à n'en pas douter un thème de choix pour une allocution d'ouverture de congrès par UNE présidente, ceci juste après les propos tenus, au nom de la section de la Ville de Neuchâtel, par UNE membre de la section à qui LE président a aujourd'hui cédé la tribune.

Avec la teinte de violet qui habite cette salle à la place de notre rouge traditionnel, sur fond d'effervescence du collectif neuchâtelois qui s'active depuis plusieurs semaines pour préparer la grève, vous me direz qu'il y a comme un esprit de fête. Un peu comme si, le 14 juin prochain, femmes, et hommes, convaincu·e·s par l'essence même de l'égalité, descendront dans la rue pour s'amuser.

Mais camarades, sans vouloir plomber l'atmosphère, je dois vous avouer que mon cœur, aujourd'hui, n'est pas vraiment à la fête. J'irais même jusqu'à dire que je me sens un peu lasse. Une lassitude qui, pragmatiquement, peut s'expliquer par des journées et des semaines longues, et des nuits sans doute un peu trop courtes. Ceci pour la minute « je vous dis à quoi j'en suis ». Mais au-delà de cette lassitude au ton très personnel, camarades, je suis lasse ... lasse de me dire qu'en 2019, on en est seulement là, ou toujours là, ou encore là. Difficile de choisir le bon adverbe selon quelle part du verre on entend observer.

Devoir faire une grève pour porter haut et fort sur la place publique le cri de l'injustice des inégalités liées au genre, devoir faire cela dans notre société suisse du 21^{ème} siècle, est impensable et inacceptable. Et pourtant malheureusement tellement nécessaire. Des inégalités en tous genres, c'est le cas de le dire, et des mesures devant être prises pour y remédier, il en sera question durant toute cette matinée. Au-travers de l'intervention de Monika et de la présentation des propositions de la résolution élaborée par nos candidat·e·s aux élections fédérales 2019. Je ne vais donc pas anticiper sur ce qui va être thématiqué au troisième point de notre ordre du jour.

Permettez-moi dès lors d'adopter un ton plus personnel pour aborder cette thématique. Juste en portant un regard issu de ma propre expérience. En particulier au niveau politique. Et si dans les exemples que je vais partager, certain·e·s camarades pouvaient se reconnaître ou se sentir visé·e·s, n'y voyez aucun manque de respect ou d'amitié à votre égard. Juste l'expression de quelque chose qui doit prendre ses racines je ne sais où, dans quelque chose de si profondément ancré qu'il ne suffit pas de penser que le changement viendra de lui-même si on ne le provoque pas à l'aide de mesures fortes.

Un engagement en faveur d'une représentation paritaire en politique est une nécessité en matière de représentativité de la population. En cela je pense que nous serons tous d'accord. Mais cet engagement est aussi crucial pour modifier de l'intérieur les codes de l'exercice de l'activité politique.

Camarades, je ne sais pas s'il y a dans cette salle une femme qui n'a pas fait l'expérience d'un tout petit exemple, d'apparence anodine, et sans doute qui en dit long pourtant sur l'importance de ce changement qui doit s'opérer de l'intérieur. Cet exemple, c'est la situation d'un débat sur un sujet ou un autre. Une femme, appelons-la Sophie, prend la parole et exprime un avis sur un sujet X. Lui emboîte le pas, un homme, Georges qui, sur le fond, va dire rigoureusement la même chose mais présenté un peu autrement. Le débat se poursuit, quand à son tour Robert prend la parole et va dire « Comme Georges l'a dit toute à l'heure... » et Robert va reprendre le propos tenu par son préopinant masculin. Que l'avis ait été exprimé par Sophie en premier lieu a tout simplement disparu du radar. Cet exemple peut vous paraître anecdotique. C'est pourtant un classique. Y compris au sein de notre groupe politique. Je l'ai vécu pas plus tard que jeudi soir dans notre dernière séance de groupe. Et je pense que toutes les femmes de cette salle auraient moult exemples du genre à raconter.

Autre exemple d'une expérience vécue que j'aime bien partager parce qu'elle illustre à mon sens un autre aspect des codes de l'exercice de l'activité politique. Cet autre volet, c'est celui des émotions reconnues comme justes en politique, et les autres.

Vous le savez, camarades, j'ai siégé au Conseil communal de Bevaix où j'étais en charge des travaux publics. Dans ce contexte, j'avais affaire à une commission très masculine. Avec en particulier un membre, un peu « sanguin », qui régulièrement piquait des colères noires et quittait les séances en claquant la porte. Tout le monde semblait trouver cela normal et personne ne s'en offusquait. Un jour, c'est à mon tour de me trouver fâchée par le contenu d'un débat. Une colère qui s'est exprimée non pas par un claquement de porte mais juste par une petite larme au coin de l'œil. Cela m'a valu un commentaire qui, de surcroît, se voulait bienveillant de la part du président de la commission... je cite « C'est vrai, ce n'est pas facile les femmes avec leurs humeurs ... ».

Camarades, c'est évidemment une histoire anecdotique qui pourtant me fait dire toute l'importance d'intégrer d'autres codes dans l'exercice de l'activité politique. Les stéréotypes de l'homme fort et de la femme vulnérable ont la vie dure et nécessitent un changement de l'intérieur.

Parmi d'autres exemples, même si notre Parlement cantonal semble pour l'heure exempt de situation de harcèlement, le Grand Conseil neuchâtelois n'échappe pas à quelques situations de propos à l'égard des femmes, propos qui pourraient ressembler furieusement à de la violence verbale. Une de nos camarades en a fait l'expérience récemment.

Alors oui, nous avons aujourd'hui une vraie responsabilité, non seulement d'assurer une vraie représentativité des genres, mais aussi d'agir pour modifier les codes de l'exercice de l'activité politique. Non pas que les femmes ne soient jamais discriminantes ou violentes. Bien sûr que non. Je ne crois pas plus que vous à la « femme parfaite ». Non, une vraie intégration des genres c'est une intégration de la

diversité et aussi l'intégration d'une façon différente de faire de la politique et d'exercer le pouvoir.

En 1971, quand la population a accordé le droit de vote aux femmes, des hommes et des femmes se sont engagé·e·s avec détermination pour provoquer le changement. Aujourd'hui, presque 50 ans plus tard, l'illusion que le changement se fera naturellement tout seul n'a plus sa place. Si j'aime à dire que le changement ne se décrète pas mais se construit, il est parfois des contextes où le changement doit être provoqué. C'est l'un des objectifs de la résolution qui vous sera présentée toute à l'heure.

Camarades, osons le changement !

Florence Nater, mai 2019